

MANDAT

Relatif aux opérations de télétransmission

Entre une Entreprise et le CGA PRESSE

L'entreprise ou la société représentée par Monsieur ou Madame ci-après dénommée « le mandant », déclare avoir opté pour la procédure EDI-TDFC et donne par les présentes mandat à l'organisme de gestion agréé, **CGA PRESSE, sis au 18 rue Oberkampf – 75011 PARIS – N° agrément : 1-07-754**, ci-après dénommé « le mandataire », pour la transmission par voie électronique au Centre des Services Informatiques de Strasbourg, directement ou par l'intermédiaire d'un sous-traitant de son choix, de l'attestation selon le cahier des charges EDI-TDFC et, le cas échéant, pour la régularisation des anomalies déclaratives détectées par le système et restituées par des accusés de réception, avis de traitement ou certificats de réception.

1- Caractéristiques des téléprocédures

Les procédures assurent notamment les fonctions suivantes :

- l'identification de l'émetteur et de l'auteur de l'acte
- l'intégrité des données
- la lisibilité et la fiabilité de la transmission
- la mémorisation de la transmission
- l'assurance de la réception
- la conservation des données transmises

Le mandataire déclare avoir pris connaissance, préalablement à la signature, du cahier des charges des téléprocédures en matière fiscale auprès de la Direction générale des impôts.

2- Exercice du droit d'accès et de rectification

Les droits d'accès et de rectification des données acquises via les procédures ci-dessus peuvent être exercés dans les conditions habituelles auprès de l'administration ou de l'organismes gestionnaire du dossier professionnel du contribuable.

3- Obligations du mandataire

Au titre du présent mandat, le mandataire doit suivant la téléprocédure :

- établir le document indiqué ci-dessus
- respecter les dates limites de dépôt de l'attestation
- au cas où la télétransmission serait impossible, pour quelque raison que ce soit, utiliser la procédure papier dans le cadre de la réglementation en vigueur
- et généralement accomplir les formalités nécessaires pour la mise en œuvre des téléprocédures comme par exemple, la déclaration à la CNIL

4- Obligations du mandat

Le mandant adressera au mandataire, dans le délai de quatre mois suivant la date de clôture de l'exercice, le calendrier des opérations de télétransmission et toutes les informations et documents que ce dernier pourra estimer nécessaires à l'accomplissement de sa mission

5- Durée du mandat

Le présent contrat est conclu pour les opérations de télétransmission des attestations établies à compter d'avril 2002. Il prendra fin à l'initiative de l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis d'un mois.

6- Information du mandant

La remise d'une copie de l'attestation par le mandataire au mandant via son cabinet d'expertise comptable sera réalisée sur demande. Dans tous les cas, le cabinet d'expertise comptable du mandant sera tenu informé du bon déroulement et de l'aboutissement de la téléprocédure.

Le présent mandat est soumis à la loi française. Compétence est donnée aux tribunaux dans le ressort desquels est établi le mandataire.

Fait à, le

Signature du mandant

Précédée de la mention manuscrite
« Bon pour mandat »

Signature du mandataire

Précédée de la mention manuscrite
« Bon pour acceptation de mandat »